



MONDE *La bataille pour les ressources*

On se bouscule en Asie centrale,



La faible teneur en uranium des minerais extraits rend leur transport économiquement non rentable. Elle impose alors un traitement de concentration sur place. Le concentré de yellowcake (gâteau jaune) est préparé aux abords de la mine, comme ici dans le sud du Kazakhstan.

La visite de Nicolas Sarkozy au Kazakhstan témoigne de la volonté française de s'imposer en Asie centrale. De nombreuses autres puissances comme les États-Unis, la Chine, l'Union européenne, la Turquie, le Japon entendent disputer à la Russie son rapport privilégié avec les diverses Républiques qui composent cette région (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan). Au carrefour de l'Asie et l'Europe, à proximité du Moyen-Orient et de diverses zones de tensions (Afghanistan, Iran), elle devient incontournable d'un point de vue géostratégique et sécuritaire. Économiquement, la manne financière issue du pétrole et du gaz en fait de futurs marchés importants (55 millions d'habitants), surtout si on y intègre la Mongolie et l'Afghanistan (35 millions). Mais l'Asie centrale, qui jouait essentiellement une fonction de pro-

Que cache la visite de Nicolas Sarkozy au Kazakhstan le 6 octobre dernier ? De l'uranium ! En effet, l'Asie centrale, qui posséderait 20 % des réserves mondiales d'uranium, devrait s'imposer comme la principale zone d'exploitation. Une énergie qui demeure incontournable pour de nombreux pays qui recourent au nucléaire civil ou militaire. Du coup, de nombreuses puissances tentent de s'y implanter.

ducteur de matières premières du temps de l'Empire russe et de l'Union soviétique, s'impose maintenant au niveau énergétique comme une alternative à la Russie. Cette zone intéresse de plus en plus de puissances nucléaires pour la richesse de ses sous-sols en uranium, qui permet de produire de l'électricité. « D'après les spéculations faites sur des pays comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, la Mongolie et, dans une moindre mesure, le Kirghizistan, cette zone sera la première puissance mondiale

d'ici 15 ans en termes de production d'uranium », affirme Bernard Soyer, spécialiste dans le domaine de l'énergie nucléaire et représentant d'Areva en Asie centrale. Le Kazakhstan est déjà devenu en quelques années le deuxième producteur mondial (8 521 tonnes par an) derrière le Canada (9 000 t/an), suivi de l'Australie (8 430 t/an), la Namibie (4 366 t/an), la Russie (3 521 t/an), le Niger (3 032 t/an), l'Ouzbékistan (2 338 t/an), les États-Unis (1 430 t/an) et la Chine (769 t/an), d'après le classement de

la World Nuclear Association (WNA). Les principales zones d'extraction connues se trouvent en Australie (23 %), Kazakhstan (15 %), Russie (10 %), Afrique du Sud, Canada (8 %), États-Unis (6 %), Brésil, Namibie, Niger (5 %). Certains pays n'exploitent donc pas ces réserves faute de compétences, de moyens ou d'intérêt. Dans les années à venir, l'uranium représentera un véritable trésor et les Républiques d'Asie centrale pourraient donc disposer d'au moins 20 % des réserves mondiales. L'intérêt des plus grandes firmes pour cette région ne cesse de croître. Areva a ainsi profité de la visite Nicolas Sarkozy pour signer un accord avec le président kazakh sur la création d'une coentreprise. Basée à Paris, la nouvelle entité baptisée Ifastar sera détenue à 51 % par Areva, le numéro 1 mondial du nucléaire, et à 49 % par la compagnie nationale kazakhe, Kazatomprom. Le Kazakhstan, qui

nouvel eldorado de l'uranium



REPÈRES

ASIE CENTRALE

LE KAZAKHSTAN, LE KIRGHIZISTAN, L'OUBÉKISTAN, LE TADJIKISTAN ET LE TURKMÉNISTAN SONT DES PAYS À FORTE MAJORITÉ MUSULMANE.

Le Kirghizistan produit environ 800 t/an et pourrait atteindre les 2 000 t/an dans les prochaines années.

En 2008, le président d'Ouzbékistan (2 338 t/an) a décidé d'augmenter sa production de 50 % d'ici à 2012.

10 entreprises dirigeaient 87 % de la production d'uranium en 2008 : Rio Tinto (18 %), Cameco (15 %), Areva (14 %), KazAtomProm (12 %), ARMZ (8 %), BHP Billiton (8 %), Navoi (5 %), Uranium One (3 %), Paladin (2 %), GA/Heathgate (1 %).

procure à la France 10 % de son uranium, est en passe de devenir son premier fournisseur. À la différence des autres Républiques d'Asie centrale, ce pays qui a largement compris son intérêt dans cette richesse met en œuvre des politiques de développement de ses infrastructures. Il entend s'installer comme le premier fournisseur mondial dès 2010 avec 15 000 t/an. Le

Kazakhstan a ainsi signé de nombreux accords avec l'Inde, la Chine et la Russie.

L'Ouzbékistan, qui est déjà parmi les 10 premiers fournisseurs mondiaux, pourrait rapidement accroître sa production. « Mais le pouvoir actuel semble trop inconstant quant à des prises de position en matière économique, énergétique et politique, pour que la situation évolue »,

constate une résidente ouzbek, Natacha Piskikh, spécialiste du nucléaire. L'autre problème est son manque de ressources en eau. Ses relations conflictuelles avec le Kirghizistan voisin, riche en eau, lui, ne favorise pas son essor. Le Turkménistan, qui possède des ressources importantes d'uranium, ne s'y intéresse guère, tout comme le Kirghizistan.

La Mongolie attire nettement plus l'attention des entreprises russes, japonaises, canadiennes et chinoises. Les géologues tablent sur des réserves qui iraient de 60 000 m³ jusqu'à plus de 130 000 m³ et l'intégreraient directement parmi les plus importantes capacités d'exploitation. Aujourd'hui, elle pourrait produire autour de 700 t/an. Ce secteur est actuellement sa principale richesse, représentant 55 % de sa production industrielle et 45 % de ses exportations. Cela lui permet d'obtenir des

produits de Chine ou de Russie. Cette richesse en Asie centrale attire de nombreuses puissances, créant de nombreuses rivalités. L'Organisation de coopération de Shanghai (Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et l'Ouzbékistan), qui

s'est réunie du 12 au 14 octobre, tente de développer une meilleure coopération des acteurs, surtout entre la Chine et la Russie sur ce sujet. Pour pallier sa carence énergétique, l'UE tente, depuis la présidence allemande en 2007, d'instaurer un nouveau partenariat avec

l'Asie centrale. Plusieurs membres de l'Union (Allemagne, Italie) sont déjà très présents économiquement dans la région. Une nouvelle route de la soie se dessine-t-elle avec l'uranium et donc avec son lot d'instabilité dans une zone qui pourrait devenir une vraie poudrière? ★

VADIM KAMENKA
vkamenka@humadimanche.fr

LA FRANCE IMPORTE L'URANIUM... ET EXPORTE LES DÉCHETS RADIOACTIFS

Les déchets radioactifs ne seraient pas recyclés notamment en France où 13 % de cette matière se retrouveraient discrètement entreposés en Russie. L'uranium fourni par l'Asie centrale aux principales puissances nucléaires (États-Unis, France, Russie, Chine, Allemagne, Japon) effectuerait le chemin inverse. C'est ce que révèle un documentaire d'Éric Guéret et de Laure Noualhan diffusé sur Arte, le 13 octobre. Ainsi sur les 58 réacteurs que compte la France, et dont 1 150 tonnes de déchets ressortent chaque année, 850 tonnes sont prises en charge par Areva. Le stockage de déchets est sous-traité en Russie. L'uranium de retraitement, qui est réutilisable seulement à hauteur de 10 %, est expédié en Sibérie dans le complexe atomique de Toms-7. 90 % de l'uranium appauvri, propriété de l'entreprise russe Tenex, sont stockés sur des parkings à ciel ouvert dans une ville interdite. Sa réutilisation est improbable, selon la plupart des experts. La Grande-Bretagne et le Japon pratiquent également le recyclage. Les autres puissances, dont les États-Unis, stockent les déchets dans d'immenses piscines, la meilleure option pour plusieurs écologistes.